

# Quels sont les risques des petits pas dans un monde qui change vite?

Madariaga Report – 2 mai 2012



La crise spécifique de l'eurozone dans le contexte plus large de crise systémique du capitalisme occidental, et la montée en puissance des économies émergentes – Chine en tête – remettent en question la place de l'Europe dans le nouvel ordre politique et économique international. Le projet d'intégration européenne est-il mis en danger par la difficulté à porter la gouvernance de l'eurozone à un niveau convaincant en termes d'efficacité et de légitimité démocratique, et par les divisions politiques qui traversent l'UE 27? Une approche graduelle est-elle encore efficace afin de renforcer cette intégration? L'Union ne risque-t-elle pas d'être rattrapée par le retour du sentiment nationaliste?

Une *Controverse citoyenne* avec

**Luuk Van Middelaar,**

Philosophe politique et historien, membre du cabinet d'Herman Van Rompuy et auteur de l'ouvrage « Le passage à l'Europe », Gallimard, 2012.

**Yves Bertoncini,**

Secrétaire général de Notre Europe, et auteur de l'ouvrage "Politique européenne: Etats, pouvoirs et citoyens de l'UE", SciencesPo et Dalloz, 2010.

*Moderator*

**Pierre Defraigne**

Directeur exécutif, Fondation Madariaga - Collège d'Europe



Conformément à son ouvrage, *Le passage à l'Europe*, **Luuk van Middelaar** choisit d'être **optimiste sur le long terme face aux risques des petits pas dans un monde qui change vite**.

La crise de la dette souveraine a, certes, provoqué l'incertitude, mais elle a aussi permis, en deux ans et demi, des avancées importantes telles que: une refonte complète des règles budgétaires; le début de l'institutionnalisation des sommets de la zone euro; une mise sous tutelle financière de trois pays membres; et des fonds de sauvetage à hauteur de 750 milliards d'euros dont certains commentateurs voient déjà l'ébauche d'un «fonds monétaire européen». M. Van Middelaar conclut donc: «Si on fait un petit pas tous les jours, au bout de deux ans et demi, il s'agit d'un grand saut».

**« Si on fait un petit pas tous les jours, au bout de deux ans et demi, il s'agit d'un grand saut »**

Il s'interroge ensuite sur les **risques des grands sauts**. Il donne l'exemple de la perte du soutien des opinions publiques nationales envers l'UE.

Les cas du «non» au Traité Constitutionnel de 2005 au Pays Bas et en France en sont révélateurs.

M. van Middelaar insiste de même sur l'importance, dans le débat européen, **de rompre avec les dichotomies qu'il juge «omniprésentes dans les débats sur l'Europe»**. Comme exemple, il cite celle de M. Michel Aglietta dans son livre *Zone euro: fédéralisme ou éclatement*, dont il ne partage pas l'avis tranché. L'Europe est, selon lui, suffisamment coriace pour survivre à l'éclatement, mais elle demeure patiente et prudente vis-à-vis du projet fédéraliste.

Face aux dichotomies, M. van Middelaar propose une formule intermédiaire pour aller de l'avant. Cette formule participe à la construction de l'Europe et se situe entre les sphères externe et interne. La

sphère externe correspond à l'ancien concert européen, où prédominent les intérêts nationaux, tels que les différends frontaliers<sup>1</sup>. La sphère interne renvoie au monde des institutions européennes, où prédominent les intérêts européens.

Entre ces deux sphères, on trouve la sphère intermédiaire. **Elle unit les Etats Membres dans un club pour qu'ils parlent d'une seule voix sur la scène internationale**. Le Conseil européen appartient à cette sphère intermédiaire. Dans cette dernière, les intérêts nationaux se mêlent aux intérêts institutionnels européens. La politique nationale s'intègre dans une communauté de politiques et peut s'affirmer dans le monde. Ceci amène à l'européanisation de la vie politique nationale. L'euro et l'espace Schengen sont des politiques européennes qui imprègnent la vie politique nationale puisqu'elles ont un impact direct sur la vie quotidienne des citoyens européens.

L'euro a provoqué deux types d'interdépendance entre les Etats européens: une interdépendance économique et l'autre politique. La première explique l'impact actuel et direct des fraudes grecques, de la bulle spéculative en Irlande, et de la dette italienne sur l'épargne et sur l'emploi en Europe. La deuxième explique l'importance de chacune des décisions politiques prises par les parlements nationaux : l'annonce du référendum par Papandréou pour la sortie de la Grèce de la zone euro, à titre d'exemple, a eu en effet un impact sur l'UE dans son ensemble.

**Ces interdépendances, politique et économique, obligent le club d'Etats européens à affronter l'avenir ensemble**. M. Van Middelaar propose d'aborder cet avenir à partir des choses faites, du trésor d'expériences propre à l'Europe. Celui-ci comprend beaucoup d'astuces institutionnelles qui permettent à l'Europe de gérer le temps, d'absorber les chocs et d'avancer, comme en témoignent les *clauses passerelles*, créées lors de la Convention qui a lancé le projet d'une Constitution pour l'Europe

<sup>1</sup> Notons que ces différends frontaliers existent toujours bien qu'ils soient placés en veille: la Belgique et les Pays-Bas sont toujours en litige en ce qui concerne l'Escaut. Ce différend persiste depuis la chute d'Anvers en 1585.

(2003), et qui permettent de modifier le Traité de Lisbonne de façon plus simple et rapide.

\*\*\*

**Yves Bertoncini** décide quant à lui d'aborder la problématique des risques des petits pas dans un monde qui change vite en partant de la **crise de la dette souveraine dans la zone euro**. Il choisit d'y répondre en analysant la situation de l'UE dans l'espace, puis dans le temps, et en analysant la notion de fédéralisme européen.

Sur la question de **l'UE dans la sphère mondiale**, M. Bertoncini commence par comparer l'UE avec les autres grands acteurs mondiaux, tels les Etats-Unis ou la Chine. Tout d'abord, d'un point de vue économique, l'UE ne dispose pas d'une aussi large marge de manœuvre que les Etats-Unis et la Chine car, contrairement à ces deux pays, l'UE a le mérite de rechercher un équilibre entre sphère économique, cohésion sociale et préservation de l'environnement. D'un point de vue démocratique ensuite, l'Europe est « unie dans la diversité » alors que les Etats-Unis sont unis par un sentiment patriotique très fort et la Chine présente les caractéristiques propres aux Etats autoritaires du point de vue politique.

Face à ces réalités économiques et démocratiques, l'Europe aura donc toujours tendance à avoir un temps de retard, mais il ne faut pas le déplorer si l'on veut assurer un équilibre entre les dimensions économique, sociale et environnementale, dans un contexte politique pluraliste.

Dans cette phase de la mondialisation, l'UE risque cependant de se marginaliser: elle réagit en s'adaptant à cette mondialisation, mais elle ne la fait pas suffisamment. Le rapport ministériel sur *l'UE dans la mondialisation*, écrit par Laurent Cohen-Tanugi pour préparer la présidence française en 2008, soulignait que la simple adaptation de l'UE à la mondialisation ne pouvait être l'objectif principal. Pour Laurent Cohen-Tanugi, l'adaptation ne produit pas nécessairement un rapprochement des politiques des Etats Membres, puisque chacun doit trouver sa forme d'adaptation à la mondialisation. La volonté de façonner la mondialisation incite à l'inverse tous les Etats européens à s'unir. La

« PCC » en est révélatrice de cette réalité, d'autres politiques en germe pourraient également donner à l'UE un rôle plus affirmé dans la mondialisation, comme celles propres à l'énergie et au climat.

Le Rapport de Laurent Cohen-Tanugi défendait aussi l'idée de **fixer des horizons plus courts pour la relance de la stratégie de Lisbonne**. Au lieu de donner des objectifs pour 2020, il proposait de les fixer à 2015, à la fin du mandat de la Commission Barroso<sup>2</sup>. On est pourtant reparti sur une stratégie qui a comme horizon temporaire 2020 («Europe2020»), alors que la Commission Barroso ne pourra plus rendre compte des résultats effectivement obtenus.

L'UE est donc déficiente sur ce registre, d'autant plus qu'elle est confrontée à des concurrents qui jouissent d'une marge de manœuvre bien supérieure, du point de vue aussi bien politique qu'économique. Les Etats-Unis ont des objectifs économiques servis par un pouvoir politique, et en Chine règne une osmose entre l'appareil d'Etat, le Parti communiste chinois et les intérêts économiques du pays.

**La faiblesse de l'Europe dans l'espace mondial vient du fait qu'elle a été amenée à dissocier l'économique du politique**. En effet, elle a commencé par choisir la sphère économique et son intégration a évolué par la technique des «petits pas» – le fonctionnalisme et le néo-fonctionnalisme. Elle a ensuite essayé d'intégrer la dimension politique en proposant la création d'une Communauté européenne de défense, projet qui a échoué à cause notamment de l'opposition de la France.

---

<sup>2</sup> La Commission européenne Barroso est entrée en fonction en 2009, pour une durée de cinq ans.

## « le défi de l'Europe dans l'espace mondial consiste à faire émerger une vision politique européenne »

Aujourd'hui, le défi de l'Europe dans l'espace mondial consiste à faire émerger une vision politique européenne. Cette mission est rendue difficile par 27 visions politiques et intérêts parfois fortement divergents. L'UE a certes identifié ce défi mais elle peine à le traiter de manière adéquate.

Sur la question de l'UE dans le temps, M. Bertoncini dissocie l'horizon à court terme et à moyen terme pour évaluer si l'approche graduelle met le projet européen en danger ou pas.

À court-terme, M. Bertoncini commence par confirmer les propos de M. Van Middelaar, selon lesquels des étapes décisives ont été franchies depuis le début de la crise. Elles sont révélatrices de la solidarité et de la responsabilité qui règnent en Europe. Cependant, il rappelle aussi les **nombreux attermoissements qu'a suscités la gestion de la crise. Il y a eu « trop de sommets, trop de paroles, trop de contradictions »**. La Grèce, par exemple, devait d'abord rester à tout prix dans la zone euro puis, avec la proposition de référendum, sa sortie est devenue une possibilité concrète. L'approche graduelle s'est donc avérée contre-productive, puisqu'elle a généré plus d'incertitude quant au futur de la zone euro et de l'UE en général.

À moyen-terme, M. Bertoncini est un optimiste mesuré: en partant du principe que c'est le contexte géopolitique qui a « fabriqué » la construction européenne, le changement de contexte mondial actuel pourrait en réalité, lui aussi, conduire à renforcer le processus d'intégration européenne.

La construction européenne a en effet été lancée sur un fond d'affaiblissement inouï de l'Europe (2<sup>ème</sup> guerre mondiale), qui avait dirigé le monde pendant plusieurs siècles. Le Traité de Maastricht sur l'Union européenne, qui incluait l'Union économique et monétaire et la Politique Étrangère de Sécurité Commune, est aussi né grâce à un contexte international en pleine rupture, marqué notamment par la désintégration de l'Union soviétique.

Aujourd'hui, l'UE fait face à une troisième phase de changement contextuel avec l'émergence de nouveaux Etats-Nations concurrents, qui renforce la nécessité de s'unir. Mais, la volonté politique des

Etats Membres apparaît parfois insuffisante, voire inexistante, pour renforcer cette Union.

Quant à la question de la fédération européenne, M. Bertoncini partage l'opinion de Gaëtane Ricard-Nihoul, dans son ouvrage *Pour une fédération européenne d'Etat Nation - la vision de Jacques Delors revisitée*, selon laquelle la fédération européenne n'est pas un horizon fantasmagorique lointain. En réalité, il existe des institutions fédérales au sein de l'UE, telle la Banque centrale européenne. Dans cette perspective, il suggère d'aller plus loin en privilégiant une **méthode qui puisse concilier légitimité démocratique et sentiment national**.

Ce type de méthode est difficile à trouver, en raison de l'existence des sentiments nationalistes. Le sentiment national n'est pas menaçant en soi, et il a toujours coexisté avec le sentiment d'appartenance à une communauté européenne. En revanche, la recrudescence des sentiments nationalistes est un risque, et ces derniers renaissent aujourd'hui en raison de la crise, mais aussi des interventions de l'UE dans la gestion de cette crise : trois pays ont en effet été mis sous tutelle *de jure*, après avoir perdu *de facto* une part importante de leur souveraineté, d'où les réactions hostiles des opinions publiques nationales au 'diktat bruxellois'. Cette gestion de crise est donc un enjeu crucial pour assurer la légitimité démocratique de l'UE par rapport à la souveraineté des Etats-Nations.

Pour conclure, M. Bertoncini suggère, comme Gaëtane Ricard-Nihoul, de recourir au « *fédéralisme comme méthode* », puisque celui-ci ne vise pas à minimiser la souveraineté légitime et inaliénable des Etats-Nations – on ne parle pas des « Etats-Unis d'Europe ». **Le fédéralisme comme méthode s'appuie donc sur la méthode communautaire, de « non domination », d'unité dans la diversité.**

\*\*\*

## DISCUSSION

En introduisant le débat, **Pierre Defraigne** souligne la grande convergence des deux intervenants, qui appellent à la prudence, à l'optimisme et à l'ambition. Au cours de la disc-

ussion, l'auditoire a soulevé les problématiques liées à l'importance de la pression des pairs sur les pays européens en sérieuse difficulté; la possibilité de créer une Europe à deux vitesses via des traités qui n'incluraient que les Etats-Membres désireux d'aller de l'avant; la possibilité d'élire directement le président de la Commission au suffrage universel, à travers des candidats de partis ou via un bulletin de vote pour assurer la légitimité démocratique de l'UE; la fusion des deux présidents de la Commission et du Conseil européen; et enfin l'importance d'analyser les grands bons en arrière autant que les grands bons en avant.

Concernant l'Europe à deux vitesses, **Yves Bertoncini** explique qu'aujourd'hui elle apparaît comme une nécessité. Cependant, ceci n'est pas une nouveauté. Le pacte budgétaire, la zone euro ou l'espace Schengen, en témoignent : ils ont vu le jour grâce au volontarisme de seulement quelques Etats Membres de l'UE.

De plus, le Traité de Lisbonne renforce le principe des « *coopérations renforcées* », ce qui prouve que le « verrou mental » de l'Europe à deux vitesses porteuse d'un déficit de cohésion politique a disparu. Il faut néanmoins veiller à ce que ceux qui veulent avancer n'excluent jamais les autres. L'Europe à deux vitesses est donc une clé pour les avancées futures de la construction européenne, mais elle doit être gérée sous l'égide des institutions européennes et non des Etats membres.

Selon **Luuk Van Middelaar**, la zone euro et l'espace Schengen sont, certes, révélateurs de l'existence d'une Europe à deux vitesses, mais, selon son opinion, cette dernière n'ira pas plus loin. En effet, les règles budgétaires et la coordination économique n'ont pas encore abouti à un consensus généralisé. Le sommet de décembre 2011 n'a pas satisfait les Etats-membres: le veto du Royaume-Uni n'est pas parvenu à bloquer le processus de ratification du Pacte budgétaire; et l'Allemagne n'a pas obtenu un changement du Traité de Lisbonne imposant la 'règle d'or' dans les dispositifs constitutionnels des Etats Membres. Certaines forces

poussent la zone euro vers l'avant mais d'autres la poussent dans le sens inverse.

Il en est de même sur le plan des politiques communes. La supervision bancaire, par exemple, relève du marché intérieur, notamment du secteur des services financiers. Toute banque active au sein de l'UE devrait logiquement se soumettre aux mêmes règles de concurrence. Pourtant, la crise a montré que la législation bancaire a aussi une importance macroéconomique (qui est responsable en dernier ressort) qui se joue au niveau de la monnaie et donc au niveau des 17 Etats Membres de la zone euro. Il faut trouver des solutions rapidement, mais il est difficile d'avancer à 17 sans se coordonner avec les autres Etats Membres. De plus, les différences politiques demeurent au sein même de la zone euro : la France et l'Allemagne sont, par exemple, favorables à une politique fiscale plus intégrée alors que d'autres pays périphériques, comme l'Irlande ou l'Estonie, s'y opposent.

Concernant la légitimité démocratique de l'UE, Yves Bertoncini rappelle que l'Europe est une fédération d'Etats-Nations qui fonctionne sur la base de systèmes nationaux distincts. Face à la crise de la dette souveraine, la dimension démocratique a été respectée en Allemagne puisque Angela Merkel a dû prendre en compte l'avis du Bundestag avant celui du Conseil européen – ce qui n'a pas été le cas en France par exemple. La légitimité démocratique de l'UE ne dépend donc pas uniquement des institutions européennes mais aussi des institutions nationales.

Quant à la proposition d'élire le président de la Commission, Yves Bertoncini considère que l'idée du suffrage universel direct n'est pas très réaliste à ce stade. Il soutient plutôt l'idée que le Parlement européen puisse nommer le président de la Commission, ce qui amènerait à un progrès démocratique, bien que la légitimité démocratique soit dans ce cas plus indirecte.

M. Van Middelaar approuve ces propos et souligne que l'idée de la fusion des deux présidents serait une « fausse bonne idée »: ces fonctions sont totalement différentes. Cette fusion supprimerait

l'indépendance de la Commission, qui serait dès lors prise dans le jeu politique.

Enfin, au sujet de la pression des pairs comme moyen d'accélérer les réformes dans les Etats Membres fragilisés par la crise, Yves Bertoncini n'est pas certain qu'elle soit totalement déterminante. Comme l'OCDE, l'UE consacre déjà énormément de temps et d'énergie à expliquer aux Etats Membres en difficulté les orientations visant à mener à bien les réformes structurelles nécessaires, et cela au détriment de politiques stratégiques sur le plan extérieur, comme par exemple la politique énergétique vis-à-vis de la Russie.

Luuk Van Middelaar, en revanche, soutient l'efficacité de la pression des pairs comme moyen de faire avancer la construction européenne. On assiste aujourd'hui à un changement important, où les ministres et les chefs d'Etat et de gouvernement discutent et analysent dans le détail les comptes publics de tous les Etats Membres, ce qui renforce la coordination et la transparence au sein de l'UE.

Ce dernier conclut en s'interrogeant sur ce qui pourrait convaincre les 500 millions de citoyens de l'UE à se considérer comme Européens. Selon lui, l'« *identité* » européenne sera déterminée dans l'Histoire, quand l'Europe sera contrainte de trouver une nouvelle place dans le monde.

**Pierre Defraigne** rappelle que l'Europe se construit souvent en fonction du regard des autres. A cet égard, le modèle social européen est l'un des acquis les plus importants de l'Europe et l'un des éléments qui contribue à son prestige au niveau international. L'UE ne devrait donc pas commettre l'erreur de l'abandonner, et ce modèle social ne survivra que si l'UE en fait un objectif explicite de sa politique d'intégration. Il rappelle ensuite que, lorsque la stratégie de Lisbonne fut lancée en 2000, elle faisait référence au modèle social des Etats-Unis, fondé sur une croissance économique soi-disant plus élevée. Pourtant, les Etats-Unis sont caractérisés par des inégalités aigues et croissantes, la surconsommation d'énergie et par une dette extérieure colossale.

Lors de la deuxième série de questions, l'auditoire s'est interrogé notamment sur l'opini-

on publique européenne qui, dans les Eurobaromètres, semble favorable à l'UE malgré la montée du nationalisme et du populisme dans de nombreux Etats européens. Un participant a de plus soulevé le problème du manque d'informations relatives à la gestion de la crise, notamment en ce qui concerne le refinancement du système bancaire via la BCE. Au début de la crise, certains Etats, et en particulier l'Allemagne, refusaient catégoriquement de financer les Etats du Sud de l'UE en sérieuse difficulté, mais en fin de compte, tous les citoyens européens de l'UE ont de facto financé ces pays en difficulté en étant 'actionnaires' de la BCE.

**Luuk Van Middelaar** répond à ce dernier commentaire en indiquant que la Chancellerie allemande, par une stratégie politico-financière, est parvenue à faire financer les Etats en difficulté avec de l'argent « européen » via la BCE, plutôt qu'avec de l'argent « allemand ». Ceci explique le manque d'informations à ce sujet.

**Yves Bertoncini** insiste sur le fait que le narratif européen a fait défaut. En effet, l'attitude des Allemands face à la crise grecque s'explique en partie par les stéréotypes qui persistent depuis 60 ans au sein même de l'UE – les pays du Sud étant parfois (et à tort) décrits comme « fainéants » en contradiction avec les pays du Nord plus « travailleurs » – et cela malgré les avancées réalisées en termes de politiques communes (espace Schengen, monnaie commune, etc.).

Quant aux Eurobaromètres, **M. Van Middelaar** fait remarquer que l'opinion publique européenne est bien consciente du fait que l'Europe soit une puissance en déclin relatif. Il appuie son propos en rappelant la déception exprimée par les citoyens européens vis-à-vis de l'aide financière chinoise qui a contribué à faire face à la crise de la zone euro. L'opinion publique est en effet très volatile, et sa confiance en l'Europe dépend de la capacité de conviction des élites nationales et européennes d'inspirer un sens de renouveau et une vision politique européenne aussi bien réaliste qu'optimiste.

## CONTROVERSES CITOYENNES

Les Controverses citoyennes\*, série de débats organisés sur le temps de midi, cherchent à s'occuper d'une des tâches les plus vitales pour l'Europe : revitaliser l'intérêt des citoyens pour les questions européennes. Beaucoup d'encre à couler à propos du « déficit démocratique », qui est de plus en plus ressenti comme une entrave aux progrès de l'UE. Toutefois, ce déficit ne découle pas d'institutions européennes qui seraient non démocratiques, mais du manque de participation des citoyens dans la vie démocratique de l'UE. Il ne s'agirait donc pas tant d'un déficit institutionnel, que d'un déficit de citoyenneté. Les Controverses citoyennes s'efforcent d'encourager l'appropriation par les citoyens du débat politique paneuropéen en offrant des opinions justes et contrastées sur des questions européennes fondamentales. Chaque débat confronte différents points de vue sur un sujet donné, en mettant en avant les options et les arbitrages et en soulignant les enjeux politiques présents au sein de chaque possible compromis. L'objectif, en définitive, est d'améliorer la perception d'un « bien commun européen », qui est plus que la somme des intérêts nationaux.

*\*Les Controverses citoyennes sont soumises à la règle Chatham House Rule. Un rapport est publié après chaque Controverse citoyenne avec l'accord des orateurs.*

## NOUS SOUTENIR

La Fondation Madariaga – Collège d'Europe est un think-tank jeune et indépendant, engagé en faveur d'une libre pensée sur l'Union européenne. La Fondation n'est soutenue financièrement dans l'organisation de ses événements et dans sa recherche que de manière partielle. Afin de subvenir au travail vital de la Fondation dans le futur, nous comptons sur différentes formes d'assistance telles que des donations ou des collaborations sur des projets conjoints. Si vous désirez contribuer au travail de la Fondation:

### Faire un don

Il est possible de faire un don à la Fondation en contactant Magali Auquier par courriel à [info@madariaga.org](mailto:info@madariaga.org) ou en appelant au +32 (0) 2 209 62 11. Tous les donateurs seront remerciés et nommés dans notre rapport annuel publié sur le site internet de la Fondation sauf s'ils préfèrent rester anonymes.

Inscrivez-vous à notre mailing list:



[info@madariaga.org](mailto:info@madariaga.org)

## QUI SOMMES NOUS ?

La Fondation Madariaga – Collège d'Europe se consacre à la promotion d'une réflexion originale sur le rôle de l'Union européenne dans une ère de changements globaux, en impliquant les citoyens et les partenaires internationaux dans un débat créatif sur les questions et problèmes qui façonnent le futur de l'Europe. A travers la recherche et l'action, la Fondation poursuit la triple mission d'engager les citoyens dans le débat européen, de renforcer l'Europe et de prévenir les conflits.

Créée en 1998 par des anciens étudiants du Collège d'Europe, la Fondation porte le nom du fondateur du Collège d'Europe : Salvador de Madariaga, écrivain, historien, diplomate et philosophe espagnol (1886-1978). FMC continue à travailler en étroite coopération avec le Collège qui lui fournit un accès précieux à un réservoir d'expertise académique et à un vaste réseau de professeurs et d'anciens étudiants.

Présidé par Javier Solana, l'ancien Haut Représentant pour la Politique étrangère et de sécurité commune, le Conseil d'administration de la FMC comprend plusieurs personnalités éminentes issues de différents domaines, reflétant par là-même la relation privilégiée que la Fondation entretient avec les acteurs clés des milieux européens et transatlantiques. En plus du président, le Conseil d'administration est composé d'un vice-président, Jean-Luc Dehaene, du Recteur du Collège d'Europe, de plusieurs hauts représentants de la Commission et du Parlement européen, des directeurs de plusieurs fondations américaines et européennes majeures, ainsi que de plusieurs partenaires commerciaux. Le Conseil d'administration nomme les membres du Comité exécutif, ainsi que le Directeur exécutif, en charge de la gestion quotidienne de la Fondation.

*Les points de vue exprimés dans cet article/rapport sont ceux des auteurs/orateurs, et ne reflètent pas nécessairement ceux de la Fondation Madariaga – Collège d'Europe ou de toute autre institution associée aux auteurs/orateurs.*



14, Avenue de la Joyeuse Entrée  
B-1040, Brussels  
Belgium  
Tel: +32 2 209 62 10  
Fax: +32 2 209 62 11  
Email: [info@madariaga.org](mailto:info@madariaga.org)  
[www.madariaga.org](http://www.madariaga.org)

Pour suivre la Fondation:

